

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

du

MARDI 09 NOVEMBRE 2010

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

van

DINSDAG 09 NOVEMBER 2010

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 16 h 06 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique d'expulsions appliquée à l'égard des Afghans" (n° 439)

01.01 Theo Francken (N-VA): Le secrétaire d'État aurait donné pour instruction de ne plus rapatrier vers l'Afghanistan et de ne plus renvoyer d'Afghans vers la Grèce qui expulse encore vers l'Afghanistan. La situation en Grèce et les conditions lamentables dans lesquelles les candidats réfugiés y sont traités sont pleinement d'actualité.

Pourquoi le secrétaire d'État a-t-il pris cette décision? S'applique-t-elle à tous les Afghans? A-t-il donné des instructions à l'Office des Étrangers (OE)? S'agit-il d'une suspension temporaire en attendant une amélioration de la situation en Grèce? Quelles conditions doivent être remplies pour qu'il soit procédé à nouveau à des rapatriements vers l'Afghanistan et que des Afghans soient renvoyés vers la Grèce? Des instructions semblables existent-elles également pour d'autres pays?

Certains pays comme les Pays-Bas ou l'Allemagne procèdent également à des rapatriements vers l'Afghanistan. Pourquoi a-t-on seulement décidé de ne plus renvoyer d'Afghans vers la Grèce? Procède-t-on actuellement à des rapatriements vers l'Irak?

01.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'ai récemment reçu de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) un courrier signalant que les transferts prévus vers la Grèce dans le cadre des accords de Dublin sont suspendus en attendant un arrêt définitif de la Cour.

Cette année déjà, la CEDH a imposé des mesures suspensives concernant 135 affaires dans le cadre des transferts vers la Grèce. En attendant les arrêts, j'ai décidé, à l'instar du Royaume Uni, des Pays-Bas, de la Norvège et d'autres pays européens, de ne plus opérer de transferts vers la Grèce. Cette décision sera valable pour toutes les nationalités. La situation des demandeurs d'asile en Grèce est dénoncée dans plusieurs rapports récents.

J'ai donné pour instruction de considérer le traitement des demandes d'asile comme une priorité afin de ne pas surcharger davantage encore le réseau d'accueil et de limiter l'effet d'aspiration. Les demandeurs qui ne répondent pas aux critères en matière de protection internationale devront rentrer dans leur pays d'origine et ne pourront pas être transférés en Grèce. Nous continuons à respecter les accords de Dublin pour toutes les autres questions.

Nous confirmerons devant la Cour de justice notre confiance dans le système de Dublin II.

Aucun autre État membre n'est concerné par une suspension des transferts dans le cadre de Dublin II. Il n'y a pas d'autres pays pour lesquels j'ai donné des instructions similaires.

01.03 Theo Francken (N-VA): Le secrétaire d'État attend donc la décision définitive de la Cour avant que des réfugiés soient à nouveau reconduits vers la Grèce.

Je n'ai reçu aucune réponse à ma question relative au rapatriement d'Afghans vers leur pays d'origine.

01.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je ne voyais pas très bien ce que M. Francken avait voulu dire avec cette question, puisqu'il n'y a aucun rapport avec la Grèce. Dans un premier temps, il avait seulement été décidé de ne plus renvoyer d'Afghans en Grèce mais actuellement, il n'y a plus de transferts pour aucune nationalité.

01.05 Theo Francken (N-VA): Des Afghans se trouvant illégalement sur notre territoire sont-ils actuellement renvoyés en Afghanistan?

01.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il y a plusieurs régions d'Afghanistan vers lesquelles nous ne rapatrions plus. Par contre, il est encore procédé à des rapatriements vers un nombre limité de régions. En 2010, il y a eu 24 rapatriements sans escorte et 23 rapatriements avec escorte.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 534 de Mme Colen est reportée. La question n° 538 de M. Somers est retirée.

02 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "des trafiquants de drogues en séjour illégal sur le territoire belge" (n° 590)

02.01 Theo Francken (N-VA): Le bourgmestre d'Anvers, M. Patrick Janssens, a conclu un accord avec l'Office des Étrangers en vue de l'expulsion immédiate des illégaux arrêtés par la police pour trafic de stupéfiants. Il entend ainsi mettre un terme aux nuisances liées à la drogue dans certains quartiers de sa ville. L'Office des Étrangers réserve quotidiennement deux places dans les centres fermés pour accueillir des illégaux dealers de drogues à Anvers. Cette approche rejoint la politique mise en œuvre par la ville de Charleroi depuis le mois d'août 2007. Or les rapatriements en tant que tels restent problématiques.

Le ministre peut-il donner un aperçu des expulsions d'illégaux en raison de faits criminels depuis 2005? Comment l'Office des Étrangers compte-t-il remédier à ce problème à l'avenir?

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Des personnes qui ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire figurent souvent parmi les suspects arrêtés. Il s'agit de personnes possédant la nationalité belge ou d'étrangers séjournant régulièrement en Belgique. Au cours de cette période, l'Office des Étrangers a procédé au rapatriement de huit personnes. Pour pouvoir être rapatrié dans son pays d'origine, l'étranger doit être en possession de documents d'identité. Une procédure d'identification doit toutefois souvent être menée par l'administration pour retrouver l'identité réelle. De nombreux détenus sont emprisonnés sous une fausse identité et la procédure d'identification peut s'avérer longue. De plus, les places sont de plus en plus rares dans les centres fermés et il faut dès lors opérer des choix rationnels. C'est pourquoi la majorité des dealers de drogue sont libérés, munis d'un ordre de quitter le territoire. La procédure d'identification n'a cependant jamais été interrompue et l'Office des Étrangers a ainsi obtenu des ambassades concernées les documents de voyage requis pour six personnes.

Ces documents de voyage permettent à l'Office des Étrangers de faire effectuer un contrôle d'adresse en vue d'un rapatriement immédiat. L'Office s'efforce depuis longtemps déjà d'améliorer les relations avec l'ambassade et les autorités du pays d'origine et d'accélérer la procédure d'identification. Il organise ainsi chaque année une soirée consulaire. Cinq sessions d'information ont déjà eu lieu cette année avec les consuls et des brochures d'information sur la politique belge en matière de retour ont été réalisées. Deux

sessions d'information seront organisées dans les prochaines semaines.

Les fonctionnaires à l'immigration s'efforcent de soutenir les processus d'identification en invitant dans notre pays des équipes d'identification, par exemple du Vietnam et du Pakistan, en accélérant l'envoi des empreintes digitales, par exemple avec le Maroc, en négociant des MOU, par exemple avec la Chine et le Pérou, ou en incitant les autorités, par le biais de plans d'action, à accorder la priorité aux demandes émanant de la Belgique, par exemple avec l'Arménie et la Serbie. Par ailleurs, des réunions entre l'Office des Étrangers et les ambassades et les consulats ont lieu sur une base régulière et à différents niveaux.

02.03 Theo Francken (N-VA): N'est-il pas possible de recourir à la procédure accélérée, en application de l'article 6 de la loi sur les drogues?

02.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Un rapatriement n'est possible que sur la base d'un document d'identité. Il va de soi qu'un accord de réadmission peut faciliter les choses. Nous nous proposons de conclure un tel accord avec le Kosovo à la fin du mois. Dans d'autres cas, il convient de négocier avec les ambassades et les consulats.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les gardes-frontières de l'UE en Grèce" (n° 608)**

- **M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "Frontex et les gardes-frontières UE à la frontière gréco-turque" (n° 747)**

03.01 Theo Francken (N-VA): À la demande des autorités grecques, l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures Frontex a déployé une équipe d'intervention rapide aux frontières, composée de 175 personnes, à la frontière gréco-turque. C'est une première! Une patrouille européenne composée de gardes-frontières et de fonctionnaires spécialisés se chargera de la surveillance de la frontière afin de freiner l'arrivée massive de demandeurs d'asile. Frontex souhaite également renforcer la coopération entre les États membres en matière de retour forcé de ressortissants non européens dans leur pays d'origine. Quels États membres envoient des fonctionnaires? Quelle est leur mission et quel budget a été réservé à cet effet? En ce qui concerne la Belgique, s'agit-il de fonctionnaires de l'Office des Étrangers, de Fedasil ou de la Croix-Rouge? Peut-on s'attendre à d'autres initiatives de la part de Frontex? Dans le cadre de sa politique de rapatriement, la Belgique a-t-elle recours aux facilités offertes par Frontex? Frontex peut-elle intervenir dans les rapatriements vers les pays qui, à l'heure actuelle, refusent les reconduites forcées depuis la Belgique?

03.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Étant donné qu'il s'agit de compétences partagées, la réponse a été rédigée en concertation avec la ministre Turtelboom.

Avec le règlement dit "RABIT", le Parlement européen a mis en place un mécanisme pour offrir un soutien technique et opérationnel renforcé avec l'aide d'équipes d'intervention rapide aux frontières. À cet effet, la Belgique fournit quatre gardes-frontières issus d'un pool de vingt gardes-frontières formés. Pendant deux mois, Frontex mettra ce système en œuvre le long de la frontière gréco-turque.

La Belgique enverra sur place deux experts en documents, un maître-chien avec chien et un expert dans le domaine de la caméra thermique. Cette équipe sera remplacée au bout d'un mois. Les frais seront remboursés par Frontex, à l'exclusion des coûts salariaux qui resteront à charge de la Belgique. Les membres de l'équipe pourront être chargés de missions de contrôle et de surveillance aux deux frontières et relèveront dans ce cadre de la responsabilité de l'État membre accueillant.

Ils restent toutefois des fonctionnaires de leur État membre d'origine et sont dès lors autorisés à porter leur propre arme de service et leur uniforme. Ils portent par ailleurs un brassard bleu arborant l'insigne de l'Union européenne et de Frontex. Ils sont autorisés à consulter des fichiers de données des États d'accueil. Ils peuvent recourir, le cas échéant, à des formes de contrainte.

Deux contrôleurs frontaliers belges seront affectés à Alexandropolis et deux autres à Orestiada.

À ce jour, il n'y a pas d'autres opérations RABIT (équipes d'intervention rapide aux frontières) prévues, mais de nombreuses autres opérations Frontex sont encore en cours. Frontex fonctionne sur la base d'un programme annuel, qui est soumis au Parlement européen. La Belgique participe régulièrement à des réunions organisées par Frontex, consacrées principalement à la discussion des opérations communes dans le cadre des problèmes susvisés. À ce jour, la Belgique a déjà quelques fois participé à une opération de retour commune. La décision de participer à ce type de vols dépend de plusieurs facteurs, tels que la destination et les aspects organisationnels. Depuis quelque temps, la Belgique peut procéder à des rapatriements forcés vers l'Algérie, sur des vols commerciaux.

À l'avenir, Frontex pourrait effectivement jouer un rôle lors des rapatriements en établissant elle-même des contacts avec les autorités du pays concerné.

Le 27 octobre dernier, la Belgique a organisé pour la première fois un vol Frontex. Hier, il a été discuté de l'opération RABIT avec le directeur général de Frontex. Chacun semble avoir été satisfait. Chaque État membre était disposé à apporter son soutien.

03.03 Theo Francken (N-VA): Ces 175 gardes-frontières supplémentaires offriront peut-être temporairement une capacité suffisante pour bloquer l'afflux vers l'Europe par la frontière turque.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Filip De Man au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'augmentation dramatique du nombre de demandes d'asile" (n° 623)**

- **M. Filip De Man au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'augmentation dramatique du nombre de demandes d'asile" (n° 624)**

04.01 Filip De Man (VB): On observe une augmentation dramatique du nombre de demandes d'asile. En 2006, 11 590 demandes d'asile ont été introduites, en 2007 11 120 et en 2008 12 250. En 2009, ce nombre est soudainement passé à 17 190 et il n'est pas impensable que l'on franchisse cette année le cap des 20 000 demandes.

Combien de demandes ont été introduites jusque début novembre? Est-il exact qu'il y a lieu de multiplier le nombre de dossiers de demandes d'asile par environ 1,3 pour pouvoir évaluer correctement le nombre de demandeurs d'asile? Cela signifierait que 30 000 étrangers demanderaient l'asile politique cette année. L'augmentation observée depuis 2009 n'est-elle pas attribuable à la régularisation de mars 2008 décidée par le gouvernement?

Le secrétaire d'État compte à présent rendre les procédures plus strictes.

Mais comment un gouvernement en affaires courantes peut-il renforcer des procédures? En fait, le secrétaire d'État nous jette de la poudre aux yeux.

04.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Fin octobre 2010, 15 837 demandes d'asile ont été déposées au total. Il est exact que le nombre de dossiers d'asile peut être multiplié par 1,3 pour connaître le nombre de personnes qui ont demandé l'asile. Dès lors, 15 837 dossiers correspondent à environ 20 000 personnes qui ont déposé une demande.

Je ne pense pas que l'augmentation du nombre de demandes soit due à la campagne de régularisation unique menée du 15 septembre au 15 décembre 2009. La cause principale est plutôt la crise de l'accueil. Par ailleurs, des conflits font rage dans les pays d'origine qui apparaissent très fréquemment dans les demandes. Les demandeurs d'asile proviennent pour la plupart du Kosovo, de Russie, d'Irak et d'Afghanistan.

L'augmentation est également très importante dans les autres pays de l'Union européenne, surtout dans les pays proches de la Belgique.

La situation exige que des initiatives soient prises mais rien n'a été décidé à ce jour. Nous examinerons si un accord peut être conclu en la matière au sein du gouvernement en affaires courantes.

04.03 Filip De Man (VB): Compte tenu du nombre de demandes enregistré en octobre – plus de 2 000 – nous atteindrons à la fin de cette année plus de 20 000 demandes, ce qui signifie que 27 000 à 28 000 personnes auront déposé une demande d'asile en 2010. Le secrétaire d'État estime apparemment que cette situation n'est pas due à la précédente régularisation massive. Il renvoie aux difficultés d'accueil qu'il a pourtant lui-même créées!

04.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): M. De Man ne doit pas tout mélanger. Une personne régularisée n'a pas droit à l'accueil. Une personne qui bénéficie de l'accueil est une personne qui a demandé une procédure d'asile. M. De Man déclare que la procédure de régularisation a eu une incidence sur les demandes d'asile. Les autres pays d'Europe sont confrontés à une augmentation qui est sensiblement la même voire plus importante que chez nous.

04.05 Filip De Man (VB): Évidemment, le secrétaire d'État a omis de mentionner les pays où les chiffres sont plus bas.

04.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): En effet, il y a moins de demandes d'asile en Roumanie qu'en Belgique!

04.07 Filip De Man (VB): Un an après la première régularisation massive de 2000, le nombre de demandes d'asile a véritablement explosé.

04.08 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Pourtant, les autres États membres européens ont aussi organisé une campagne de régularisation.

04.09 Filip De Man (VB): Les demandeurs d'asile reçoivent-ils aussi de l'argent dans tous ces autres pays?

04.10 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Il existe une directive européenne relative à l'accueil. Je suppose tout de même que M. De Man est au courant de son existence?

04.11 Filip De Man (VB): M. Vande Lanotte l'a supprimée en son temps, mais elle a été réintroduite par après.

04.12 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): M. Vande Lanotte a donc supprimé cette directive européenne?

04.13 Filip De Man (VB): Le secrétaire d'État se rend dans les Balkans pour y limiter le plus possible les demandes d'asile en provenance de cette région. Dans le même temps, les ressortissants des pays balkaniques qui veulent venir en Belgique ne seront plus obligés d'introduire une demande d'asile, l'obligation de visa allant être levée pour les Albanais et les Bosniaques. Cette décision entraînera bien évidemment un énorme afflux de demandeurs d'asile.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la suppression de l'obligation de visa pour la Serbie et la Macédoine" (n° 669)

05.01 Sarah Smeyers (N-VA): L'an passé, l'obligation du visa a été supprimée pour la Serbie et la Macédoine. Résultat: en 2009, nous avons reçu 201 demandes d'asile introduites par des Serbes et 514 demandes émanant de Macédoniens. En décembre, il en ira de même pour l'Albanie et la Bosnie-

Herzégovine, et notre pays doit donc s'attendre à devoir de nouveau faire face à un afflux de demandeurs d'asile. Le ministre affirme que ce n'est pas en durcissant notre politique en matière d'immigration que nous pourrions endiguer cet afflux supplémentaire. Il préfère visiblement mener des campagnes de dissuasion et tenter de réaliser une harmonisation entre les politiques mises en œuvre par les différents États membres.

Le ministre peut-il démontrer chiffres à l'appui que ses campagnes dissuasives portent leurs fruits? Deuxièmement, suffit-il selon lui de traiter par priorité les dossiers des réfugiés économiques afin d'accélérer leur départ?

05.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Prendre la bonne décision pour chaque demande d'asile individuelle revêt une très grande importance. Toutefois, il importe également d'indiquer rapidement aux demandeurs d'asile qu'ils n'ont pas droit à l'asile si l'on constate qu'ils ont abusé de la procédure d'asile ou en ont fait un usage impropre. L'on ignore au stade actuel si la libéralisation effective des accords de visa pour les deux pays concernés se traduira par une augmentation de l'afflux de ressortissants provenant de ces pays. Vendredi 12 novembre 2010, j'effectuerai avec la Commission européenne une visite en Albanie et en Bosnie-Herzégovine. Le but de cette visite sera double: expliquer que la Commission et la présidence belge soutiennent l'accord de libéralisation des visas mais qu'un tel accord implique non seulement des droits mais aussi des devoirs, et que les autorités doivent être attentives aux abus éventuels, comme un usage impropre de la procédure d'asile.

Hier, au Conseil européen Justice et Affaires intérieures, nous avons approuvé la réglementation relative à la libéralisation. Simultanément, la Commission s'est engagée à prendre – si besoin est – les mesures restrictives nécessaires et à procéder au besoin à une suspension de la libéralisation des visas. Nous avons demandé à l'Albanie et à la Bosnie-Herzégovine d'organiser une campagne de prévention et de faire passer clairement le message à leurs populations. Les ministres de l'Intérieur d'Albanie et de Bosnie-Herzégovine ont confirmé qu'ils prendraient également leurs responsabilités pour éviter tout abus de la libéralisation des visas.

Le traitement prioritaire des demandes introduites par des réfugiés économiques est important si nous voulons éviter que notre système d'accueil soit soumis à une pression supplémentaire. Parallèlement, la dissuasion et le retour au pays d'origine devraient également permettre de réduire l'afflux de demandeurs d'asile n'ayant pas de réel besoin de protection.

05.03 Sarah Smeyers (N-VA): Les réfugiés économiques déjà présents sur le territoire doivent être reconduits avant qu'ils ne s'évanouissent dans l'illégalité et l'afflux de réfugiés économiques doit être limité.

05.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Nous sommes allés expliquer sur place que la migration économique était impossible.

05.05 Sarah Smeyers (N-VA): Mais cela n'arrête pas ces personnes et le traitement prioritaire démontre que cette campagne de dissuasion est vaine.

05.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le nombre de demandes a déjà baissé de 40 % et le traitement prioritaire signifie que les dossiers sont traités plus rapidement.

05.07 Sarah Smeyers (N-VA): La Commission européenne a déclaré que la suppression de l'obligation de visa pourra éventuellement être suspendue en cas de 'problèmes'. Qu'entend-elle précisément par là?

05.08 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Cette suspension peut être envisagée dans un pays subissant des pressions à la suite d'abus occasionnés par cette libéralisation, comme ce fut le cas de la Serbie et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Si une campagne de prévention est organisée, l'afflux des réfugiés vers la Belgique diminuera. Les initiatives que nous avons prises en ce qui concerne la Serbie et la Macédoine se traduisent dans les chiffres: une diminution du nombre de dossiers de demande d'asile est constatée.

05.09 Sarah Smeyers (N-VA): Le secrétaire d'État peut-il me communiquer les chiffres qui démontrent que la campagne de dissuasion a produit les effets escomptés?

05.10 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je les transmettrai au secrétariat.

L'incident est clos.

06 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le personnel de l'Office des Étrangers (OE)" (n° 765)

06.01 Theo Francken (N-VA): Depuis l'an passé, une augmentation significative du nombre de demandes d'asile ainsi que du nombre de demandes de régularisation a été constatée. Afin d'éviter que le retard pris par l'Office des Étrangers ne s'aggrave encore, le recrutement de personnel supplémentaire avait été annoncé. La capacité des services chargés de l'Asile et de la Régularisation devait par ailleurs être renforcée par des déplacements internes du personnel. Or, des citoyens et des entreprises se sont plaints dans l'intervalle de l'allongement des délais pour les procédures ordinaires.

Combien d'agents ont été déplacés d'autres directions à la direction Asile? Combien d'agents ont été déplacés d'autres directions et services au service Régularisations Humanitaires? Les transferts internes ont-ils une incidence sur les délais de traitement des dossiers dans le cadre des autres procédures? Y a-t-il des garanties que les déplacements internes ne concerneront pas le personnel de la direction Contrôle Intérieur et de la direction Contrôle Frontières, Communes et Appui?

06.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Depuis l'été 2009, il n'est plus fait appel à des agents d'autres services pour traiter les demandes d'asile ou de régularisation. Les autres services sont en effet également confrontés à une augmentation de la charge de travail. Par ailleurs, des coupes sombres faites au sein du SPF Intérieur ont eu un impact sur les processus de travail. J'ai proposé de renforcer les services chargés du traitement des demandes d'asile et de régularisation grâce à un glissement interne. À la suite de la décision du Conseil des ministres du 24 septembre 2010, on opte cependant résolument pour le recrutement de nouveaux agents.

06.03 Theo Francken (N-VA): J'aimerais surtout savoir si les délais de traitement se sont oui ou non allongés.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 766 de Mme Smeyers est retirée.

07 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la crise en matière d'asile" (n° 780)

07.01 Sarah Smeyers (N-VA): Le secrétaire d'État a exposé dans une récente interview publiée dans la presse ses projets visant à mettre fin à l'escalade de la crise en matière d'asile. Il veut ainsi réprimer les abus de procédure au niveau du Conseil du Contentieux des Étrangers, instaurer un droit de mise au rôle pour les demandeurs d'asile qui ne peuvent bénéficier d'une indemnisation pro deo et atténuer l'obligation de motivation pour les dossiers manifestement frauduleux.

Pourrait-il m'expliquer comment il compte résoudre le problème des abus de procédure au niveau du Conseil du Contentieux des Étrangers? Ses propositions seront-elles soumises à la commission? Quand nous seront-elles communiquées? Seront-elles coulées en un projet de loi ou seront-elles insérées dans le projet de loi portant des dispositions diverses?

07.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Nous voulons apporter une réponse à la crise actuelle en matière d'accueil. Il convient d'accélérer la procédure d'asile sans bafouer les droits des intéressés. C'est pourquoi j'ai élaboré plusieurs mesures en la matière qui figurent dans un avant-projet de loi portant des dispositions diverses qui sera déposé au Parlement le 6 décembre 2010. L'avant-projet prévoit l'obligation de prouver l'identité ainsi que de produire les documents pouvant être utilisés dans le cadre de l'introduction d'une demande de séjour. L'avant-projet rend obligatoire le modèle standard d'attestation

médicale et instaure l'obligation d'élire domicile en Belgique. Les décisions prises sur la base des articles 9bis et 9ter de la loi de 1980 devront être notifiées par envoi recommandé, par porteur ou par télécopie.

Aucune réclamation ne peut être formulée contre une décision négative. Les délais de recours sont harmonisés et uniformisés. En ce qui concerne le Conseil du Contentieux des Étrangers, la procédure de notification de la décision sans accusé de réception sera simplifiée, notamment par le biais d'un envoi recommandé ordinaire. L'obligation de motivation est précisée. Le juge n'est pas tenu de répondre à tous les arguments des parties mais doit néanmoins communiquer les éléments qui l'ont guidé dans sa décision, conformément à la jurisprudence nationale et européenne. Un droit de mise au rôle est également instauré.

Le mémoire en réplique est supprimé dans la procédure en annulation pour éviter les retards de procédure. Le requérant peut répliquer oralement pendant la séance. Par ailleurs, dans certains cas, seule une procédure écrite simplifiée est mise en œuvre pour les recours dont le bien-fondé ne fait aucun doute. Dans pareil cas, le juge informe le requérant qu'il décidera du désistement d'instance et le requérant dispose d'un délai de huit jours pour demander d'être entendu. Enfin, une amende est prévue en cas de recours manifestement abusif. Ces mesures doivent contribuer à une plus grande efficacité des procédures au sein des instances d'asile.

07.03 Sarah Smeyers (N-VA): Ces explications deviennent de plus en plus claires. Les suggestions de certains parlementaires ont manifestement été prises en considération.

Le gouvernement d'affaires courantes est-il déjà parvenu à un accord à ce sujet? Une version sur papier de cette proposition nous sera-t-elle transmise à temps pour qu'elle puisse être traitée de manière transparente par le Parlement?

07.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): C'est ce que j'ai proposé au gouvernement démissionnaire. Je suis disposé à revoir les textes et à les examiner conjointement, mais aucune décision n'a encore été prise. Les groupes de travail intercabineaux examinent toujours la question.

07.05 Sarah Smeyers (N-VA): En tout état de cause, la N-VA est disposée à apporter son soutien au secrétaire d'État en la matière.

L'incident est clos.

08 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les terroristes en séjour illégal non éloignables" (n° 788)

08.01 Theo Francken (N-VA): Le cas de M. Saber Mohammed, terroriste en situation illégale qui ne peut être éloigné, est le plus connu. Cet Irakien a été condamné pour avoir co-organisé les attentats de Londres et de Madrid; il est l'un des acteurs-clé d'Al-Qaïda en Europe. Il a purgé sa peine, cinq ans fermes, et est depuis en situation illégale dans notre pays. La question est de savoir où il se trouve.

M. Saber Mohammed a-t-il été éloigné à ce jour? Quel accord a été conclu avec lui? Quelle somme le gouvernement belge lui a-t-il donnée pour qu'il s'en aille? S'est-il rendu en Irak ou au Burundi? Comment l'éloignement a-t-il été organisé dans la pratique? Quelle position le secrétaire d'État adopte-t-il à l'égard des terroristes illégaux qui ne peuvent être éloignés? Ce problème ne doit-il pas être examiné d'urgence à l'échelon européen?

Le **président**: Tant Mme Turtelboom que le secrétaire d'État ne peuvent être présents. Vous en avez sans aucun doute été informés.

08.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): L'article 127 du Règlement de la Chambre stipule que les questions doivent être d'intérêt général et je ne m'étendrai dès lors pas sur un dossier individuel.

Il est inexact de prétendre que toute personne condamnée pour terrorisme et qui séjourne illégalement en Belgique ne peut faire l'objet d'une mesure d'éloignement. Cette interdiction d'éloignement ne s'applique que

lorsque le retour dans son pays d'origine expose la personne à des risques de torture ou de traitements inhumains ou dégradants.

Dans ce cas, l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme m'interdit de renvoyer une personne dans son pays d'origine et il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne que cet article constitue une interdiction d'éloignement absolue. Les autres États membres de l'Union européenne se conforment également à la jurisprudence de la Cour européenne.

Lorsqu'une personne ne peut être éloignée, le CGRA est régulièrement consulté à propos d'une éventuelle violation de l'article 3. La situation dans le pays d'origine n'est en effet pas immuable. En attendant, l'intéressé est détenu dans un centre fermé ou assigné à résidence. La possibilité de renvoyer l'intéressé dans un autre pays est également examinée, pour autant qu'il n'y courre aucun danger. La loi sur les étrangers a cependant des limites et n'est pas destinée à protéger la société contre ce type d'individus. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement a créé une *task force* dont la mission consiste à poursuivre l'analyse du problème et à proposer des mesures. En raison de la chute du gouvernement, aucune mesure structurelle ne peut cependant être prise pour l'instant.

08.03 Theo Francken (N-VA): C'est l'un des terroristes les plus dangereux que nous ayons jamais connus. Ce dossier relève de l'ordre public et il en va donc bien de l'intérêt général. Ma question a par ailleurs été transmise à notre président et aux services. J'imagine que ces services procèdent à un screening et il m'est dès lors permis de poser cette question et d'attendre une réponse.

Le président: Nous passons à présent à la question n° 827, également de M. Francken, sur l'immigration croissante de Marocains porteurs de titres de séjour espagnols et italiens.

08.04 Theo Francken (N-VA): Je n'en ai pas encore terminé avec ma question précédente. J'estime que ce n'est pas sérieux, mais je saurai ce qu'il en est.

08.05 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Je comprends votre interprétation, mais vous devez également comprendre la mienne.

Le président: Dans le cadre d'une réunion à huis clos?

08.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Telle n'est certainement pas la solution. Je vérifierai ce que je pourrai répondre d'ici à la semaine prochaine.

08.07 Theo Francken (N-VA): Cela me convient, tout comme une réunion à huis clos.

L'incident est clos.

09 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'immigration croissante de Marocains porteurs de titres de séjour espagnols et italiens" (n° 827)

09.01 Theo Francken (N-VA): Le secrétaire d'État entreprend-il des démarches contre ces "filières" espagnoles et italiennes? Quel est le statut de séjour des citoyens non ressortissants de l'UE en possession d'un permis de séjour de durée indéterminée ou déterminée dans un autre État membre? Le secrétaire d'État s'est-il déjà concerté avec le ministre des Affaires étrangères? L'Espagne délivre assez facilement des documents de séjour lorsqu'il s'agit de secteurs comme l'agriculture, l'horeca et la construction. Ces personnes cherchent à tirer le maximum de la situation. Elles cherchent alors de l'emploi ici, fût-ce au noir.

09.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Les résidents de longue durée originaires d'autres États membres de l'UE peuvent obtenir un permis de séjour en Belgique à condition de pouvoir justifier d'intérêts en Belgique. Si c'est le cas, ils reçoivent une carte de séjour A pour la durée de leur emploi plus un mois. La carte professionnelle doit être demandée dans l'État membre en question par l'entremise de l'ambassade belge. Cette carte professionnelle est un sésame que les demandeurs obtiennent très rarement. S'ils l'obtiennent, ils reçoivent une carte A pour la durée de la carte professionnelle.

S'il s'agit d'étudiants, ils obtiennent une carte A par année d'études et s'ils disposent de moyens de subsistance suffisants et d'une assurance maladie, ils obtiennent une carte A d'une durée d'un an. En cas de doute, aucun contact n'est établi entre l'Office des Étrangers et les autres États membres. Une liste des personnes de contact auxquelles les collaborateurs de l'Office des Étrangers peuvent s'adresser est disponible.

Si un résident de longue durée originaire d'un autre État membre acquiert ce statut en Belgique, il faut en faire part à l'ancien État membre ou à l'État où séjourne l'intéressé.

En principe, les ressortissants hors UE ayant un séjour limité ou un long séjour dans un autre État membre peuvent aussi obtenir un séjour légal en Belgique. Toutefois, c'est beaucoup plus difficile étant donné que le permis de séjour de l'autre État membre de l'UE ne fait alors que se substituer au visa.

La possibilité dont disposent les résidents nationaux de bénéficier d'une allocation de chômage est de la compétence du secrétaire d'État Courard.

09.03 Theo Francken (N-VA): Il s'agit là d'informations peu significatives que je connaissais déjà. La question est de savoir comment ce problème peut effectivement être résolu. Ces personnes sont en séjour illégal et elles tombent de Charybde en Scylla. Il n'en résulte que des drames humains.

09.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Ma réponse était plutôt technique. L'Office des Étrangers n'est pas toujours au courant. Les communes et les CPAS doivent accorder la priorité à l'envoi de ces informations à l'Office des Étrangers qui peut alors vérifier s'il s'agit d'une situation irrégulière et ensuite prendre évidemment les mesures qui s'imposent.

09.05 Theo Francken (N-VA): Le président du CPAS de Bruxelles, M. Mayeur, affirme dans chaque débat qu'il n'est vraiment plus possible que son CPAS se voie attribuer 5 500 nouveaux demandeurs d'asile et qu'il ne maîtrise pas la situation. Le CPAS de Bruxelles travaille-t-il en étroite collaboration avec l'Office des Étrangers? Déclare-t-il les irrégularités? Y aurait-il une certaine réticence en raison d'une sorte de sensibilité sociale mal comprise? Le secrétaire d'État l'ignore.

Le **président:** Vous posez une nouvelle question, M. Francken.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 33.

De vergadering wordt geopend om 16.06 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het uitwijzingsbeleid ten aanzien van Afghanen" (nr. 439)

01.01 Theo Francken (N-VA): De staatssecretaris zou opdracht hebben gegeven om niet meer te repatriëren naar Afghanistan en ook om geen Afghanen meer terug te sturen naar Griekenland, omdat zij nog wel uitwijzen naar Afghanistan. De situatie in Griekenland en de erbarmelijke omstandigheden waarin kandidaat-vluchtelingen er worden behandeld, is erg actueel.

Waarom nam de staatssecretaris deze beslissing? Geldt dit voor alle Afghanen? Gaf hij instructies aan de Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ)? Is het een louter tijdelijke opschorting tot de situatie in Griekenland beter wordt? Wat zijn de voorwaarden om opnieuw naar Afghanistan te repatriëren en om Afghanen terug te sturen naar Griekenland? Zijn er nog andere landen waarvoor een gelijkaardige instructie bestaat?

Landen zoals Nederland of Duitsland repatriëren ook naar Afghanistan. Waarom werd alleen beslist om geen Afghanen meer naar Griekenland terug te drijven? Wordt er momenteel naar Irak gerepatrieerd?

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Recent heb ik een brief gekregen van het Europees

Hof van de Rechten van de Mens (EHRM) met de melding dat alle geplande transfers naar Griekenland in het kader van de Dublin-akkoorden worden opgeschort in afwachting van een definitieve uitspraak van het Hof.

Dit jaar werden al 135 zaken en opschortingsmaatregelen opgelegd door het EHRM voor overdrachten naar Griekenland. In afwachting van die uitspraken heb ik naar het voorbeeld van het Verenigd Koninkrijk, Nederland, Noorwegen en andere Europese landen, beslist om geen transfers meer uit te voeren naar Griekenland. Die beslissing geldt voor alle nationaliteiten. In verschillende recente rapporten wordt de situatie van de asielzoekers in Griekenland aangeklaagd.

Ik heb de instructie gegeven om die asielaanvragen prioritair te behandelen om het opvangnetwerk niet verder te belasten en het aanzuigeffect te beperken. Diegenen die niet voldoen aan de criteria voor internationale bescherming, moeten terugkeren naar hun land van herkomst en zullen niet naar Griekenland worden overgedragen. Voor alle andere kwesties blijven wij de Dublin-akkoorden naleven.

Voor het Hof van Justitie zullen wij ons vertrouwen in het Dublin II-systeem bevestigen.

Er zijn geen andere lidstaten waarvoor de transfers in het kader van Dublin II zijn opgeschort. Er zijn geen andere landen waarvoor ik een gelijkaardige instructie gaf.

01.03 Theo Francken (N-VA): De staatssecretaris wacht dus nog op een definitieve uitspraak van het Hof alvorens er opnieuw zal teruggeleid worden naar Griekenland.

Ik kreeg geen antwoord op mijn vraag gesteld over de repatriatie van Afghanen naar hun land van herkomst.

01.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Het was mij niet helemaal duidelijk wat de heer Francken met die vraag bedoelde. Die vraag heeft immers niets te maken met Griekenland. In het begin was er enkel beslist om geen Afghanen meer naar Griekenland terug te sturen, maar nu is dit uitgebreid naar alle nationaliteiten.

01.05 Theo Francken (N-VA): Worden er momenteel Afghanen die hier illegaal worden aangetroffen, teruggestuurd naar Afghanistan?

01.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Er zijn verschillende streken in Afghanistan waarheen we niet meer repatriëren. Naar sommige streken kan het nog wel. In 2010 vonden er 24 repatriaties plaats zonder escorte en 23 met escorte.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 534 van mevrouw Colen wordt uitgesteld. Vraag nr. 538 van de heer Somers wordt ingetrokken.

02 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "drugsdealers die illegaal op Belgisch grondgebied verblijven" (nr. 590)

02.01 Theo Francken (N-VA): Antwerps burgemeester Patrick Janssens heeft met de Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ) een akkoord gesloten om illegale drugsdealers onmiddellijk na hun arrestatie door de politie uit het land te laten zetten. Zo wil hij paal en perk stellen aan de drugsoverlast in bepaalde Antwerpse wijken. De DVZ houdt iedere dag twee plaatsen vrij in de gesloten centra voor illegale drugsdealers in Antwerpen. De stad doet daarmee wat Charleroi al sinds augustus 2007 doet, maar repatriëren blijft problematisch.

Kan de minister een overzicht geven van de uitwijzingen van illegalen wegens criminele feiten sinds 2005? Hoe is de DVZ van plan dit probleem in de toekomst te verhelpen?

02.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Onder de gevatte verdachten zijn vaak personen die niet verwijderbaar zijn van het Belgisch grondgebied. Het gaat daarbij om personen met de Belgische nationaliteit of vreemdelingen die een rechtmatig verblijf hebben in België. Er werden in die periode acht personen gerepatriëerd door de DVZ. Om een vreemdeling te kunnen repatriëren naar zijn land van herkomst is nodig dat hij beschikt over identiteitsdocumenten. Vaak echter moet de administratie een identificatieprocedure opstarten om de ware identiteit te achterhalen. Veel gedetineerden worden opgesloten onder een valse identiteit, waardoor de identificatieprocedure een proces van lange adem kan zijn. Ook zijn de plaatsen in de gesloten centra steeds beperkt en moeten er dus rationele keuzes worden gemaakt. Om die redenen werd het merendeel van de drugsdealers vrijgelaten uit de gevangenis, met een bevel om het grondgebied te verlaten. De identificatieprocedure werd echter nooit stopgezet. Op die manier verkreeg de DVZ voor zes personen de noodzakelijke reisdocumenten vanwege de betrokken ambassades.

Met die reisdocumenten kan de DVZ een adrescontrole laten uitvoeren met het oog op een onmiddellijke repatriëring. De DVZ spant zich al geruime tijd in om de relaties met de ambassade en de autoriteiten van het land van herkomst te verbeteren en om de identificatieprocedure te versnellen. Zo organiseert de DVZ jaarlijks een consulaire avond. Dit jaar werden er al vijf informatiesessies gehouden met de consuls en zijn er brochures gemaakt met informatie over het Belgische terugkeerbeleid. Twee infosessies zullen de komende weken worden georganiseerd.

De migratieambtenaren spannen zich in om identificatieprocessen te ondersteunen door identificatieteams naar hier te halen, bijvoorbeeld uit Vietnam en Pakistan, door de verzending van vingerafdrukken sneller te doen verlopen, bijvoorbeeld met Marokko, door over MOU's te onderhandelen, bijvoorbeeld met China en Peru, of door via actieplannen de autoriteiten aan te zetten om prioriteit te geven aan Belgische aanvragen, zoals met Armenië en Servië. Daarnaast vinden op regelmatige basis en op verschillende niveaus vergaderingen plaats tussen de DVZ en de ambassades en consulaten.

02.03 **Theo Francken** (N-VA): Is er geen mogelijkheid om via het snelrecht te gaan, via artikel 6 uit de drugswet, de Payokeregeling?

02.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Om iemand te repatriëren heb ik een identiteitsdocument nodig, anders kan ik dat niet doen. Natuurlijk gaat het gemakkelijker als er readmissieakkoorden zijn. Wij zullen er zo een op het einde van de maand sluiten met Kosovo. In andere gevallen moet er altijd met de ambassades en consulaten onderhandeld worden.

Het incident is gesloten.

03 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Alexandra Colen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de EU-grensbewakers in Griekenland" (nr. 608)
- de heer **Theo Francken** aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "Frontex en de EU-grenswachten aan de Grieks-Turkse grens" (nr. 747)

03.01 **Theo Francken** (N-VA): Op vraag van de Griekse overheid stuurt het Europese migratieagentschap Frontex een team van 175 Rapid Border Intervention Teams naar de Grieks-Turkse grens. Dit is een primeur! Een Europees team van gespecialiseerde grenswachters en ambtenaren zal de grens bewaken om de toevloed van asielzoekers af te remmen. Frontex wil ook de samenwerking bevorderen tussen de lidstaten voor de gedwongen terugkeer van niet-EU-burgers naar hun land van herkomst. Welke lidstaten sturen er ambtenaren? Wat is hun opdracht en wat is het budget daarvoor? Gaat het bij ons over mensen van de DVZ, Fedasil of het Rode Kruis? Zijn er nog meer initiatieven van Frontex te verwachten? Benut België de faciliteiten van Frontex voor het Belgische repatriëringsbeleid? Kan Frontex een rol spelen in repatriëringen naar landen die momenteel gedwongen terugleidingen vanuit België weigeren?

03.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Vermits het hier gaat om gedeelde bevoegdheden, is dit antwoord opgesteld in samenspraak met minister Turtelboom.

Met de zogenaamde RABIT-verordening van het Europees Parlement is een mechanisme ingesteld om

versterkte technische en operationele ondersteuning te bieden met behulp van snelle interventieteams aan de grenzen. Daartoe houdt België permanent vier grenswachters ter beschikking uit een pool van twintig opgeleide grenswachters. Frontex zal dit systeem gedurende twee maanden implementeren langs de Grieks-Turkse grens.

België zal twee documentexperts, een hondengeleider met hond en een thermische camera-expert ter plaatse sturen, die na een maand zullen worden vervangen. De kosten worden terugbetaald door Frontex, exclusief de loonkosten, die ten laste blijven van België. De teamleden kunnen worden belast met controle- en toezichtstaken aan beide grenzen en vallen daarbij onder de verantwoordelijkheid van de ontvangende lidstaat.

Ze blijven wel functionarissen van hun lidstaat van oorsprong en mogen daarom hun eigen dienstwapen en uniform dragen. Ze dragen een blauwe armband met het insigne van de Europese Unie en van Frontex. Ze kunnen ook gegevensbestanden raadplegen van de ontvangende lidstaten. Indien nodig mogen ze dwang gebruiken.

Twee Belgische grenscontroleurs zullen werken in Alexandropolis en twee andere in Orestiada.

Er is vandaag geen zicht op andere RABIT-operaties, maar momenteel lopen er wel nog tal van andere Frontex-operaties. Frontex werkt aan de hand van een jaarlijks werkprogramma, dat wordt voorgelegd aan het Europees Parlement. België neemt regelmatig deel aan vergaderingen, georganiseerd door Frontex, waarbij voornamelijk gezamenlijke operaties worden besproken in het kader van de voorliggende problematiek. België heeft tot nu toe al enkele malen deelgenomen aan een *joint return operation*. De beslissing om deel te nemen aan dergelijke vluchten hangt af van verschillende factoren, zoals de bestemming en organisatorische aspecten. Sinds enige tijd kan België gedwongen repatriëringen uitvoeren naar Algerije, via commerciële lijnvluchten.

Frontex zou in de toekomst effectief een rol kunnen spelen bij repatriëringen, door zelf contacten te leggen met de autoriteiten van het betrokken land.

Op 27 oktober heeft België voor de eerste keer een Frontex-vlucht georganiseerd. Gisteren is de RABIT-operatie besproken in aanwezigheid van de directeur-generaal van Frontex. Alles is blijkbaar verlopen tot ieders tevredenheid. Elke lidstaat was bereid om steun te geven.

03.03 **Theo Francken** (N-VA): Die 175 extra grenswachters vormen misschien tijdelijk voldoende capaciteit om de instroom via de Turkse grens naar Europa af te schermen.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Filip De Man aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie over "de dramatische stijging van het aantal asielaanvragen" (nr. 623)
- de heer Filip De Man aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de dramatische stijging van het aantal asielaanvragen" (nr. 624)

04.01 **Filip De Man** (VB): Er valt een dramatische stijging te noteren van het aantal asielaanvragen. In 2006 waren er 11.590 asielaanvragen, in 2007 11.120 en in 2008 12.250. In 2009 is er plots een stijging naar 17.190 en het is niet onwaarschijnlijk dat we dit jaar de kaap van 20.000 zullen overschrijden.

Hoeveel aanvragen zijn er tot begin november ingediend? Is het juist dat men het aantal dossiers van asielaanvragen moet vermenigvuldigen met ongeveer 1,3 om een goed idee te hebben van het aantal personen dat asiel aanvraagt? Dan zouden we bijgevolg komen aan 30.000 vreemdelingen die dit jaar politiek asiel vragen. Is de stijging vanaf 2009 niet te wijten aan de regularisatie van maart 2008 die deze regering heeft afgekondigd?

De staatssecretaris gaat nu de procedures verstrengen.

Maar hoe kan men procedures laten verstrengen door een regering van lopende zaken? In feite spuit de staatssecretaris mist.

04.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Eind oktober 2010 waren er in totaal 15.837 asielaanvragen ingediend. Het klopt dat het aantal asioldossiers kan vermenigvuldigd worden met 1,3 om een idee te hebben van het aantal personen dat asiel heeft aangevraagd. Dus leiden 15.837 dossiers tot een getal van ongeveer 20.000 personen die een aanvraag hebben ingediend.

Ik ben niet van mening dat de stijging van de aanvragen te wijten is aan de eenmalige regularisatiecampagne van 15 september tot en met 15 december 2009. Belangrijkste oorzaak is eerder de opvangcrisis. Anderzijds woeden er een aantal conflicten in de landen van herkomst die zeer frequent terugkeren in de aanvragen. De meerderheid van de asielzoekers is afkomstig uit Kosovo, Rusland, Irak en Afghanistan.

De stijging is ook heel sterk in de andere EU-landen, vooral in de landen die dicht bij België liggen.

De situatie vereist initiatieven, maar niets is al beslist. We zullen zien of ter zake een akkoord kan worden gevonden binnen de regering van lopende zaken.

04.03 **Filip De Man** (VB): Rekening houdend met het aantal van oktober – meer dan 2.000 – komen wij eind dit jaar aan meer dan 20.000 aanvragen, dit zijn 27.000 à 28.000 personen die in 2010 een asielaanvraag zullen hebben ingediend. De staatssecretaris wijt dit blijkbaar niet aan de voorbije, massale regularisatie. Hij verwijst naar de opvangproblemen die hij evenwel zelf heeft georganiseerd!

04.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De heer De Man mag niet alles op een hoop gooien. Iemand die geregulariseerd is, heeft geen recht op opvang. Iemand die opvang krijgt, is iemand die een asielprocedure heeft aangevraagd. De heer De Man zegt dat de regularisatieprocedure een effect heeft gehad op de asielaanvragen. De andere landen van Europa kennen bijna dezelfde of zelfs een grotere stijging dan wij.

04.05 **Filip De Man** (VB): De staatssecretaris verwijst natuurlijk niet naar de landen waar de cijfers lager liggen.

04.06 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Ja, in Roemenië zijn er minder asielaanvragen dan in België!

04.07 **Filip De Man** (VB): Een jaar na de eerste massale regularisatie van 2000 is er een enorme explosie geweest van het aantal asielaanvragen.

04.08 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De andere Europese landen hebben toch ook een regularisatiecampagne gehad.

04.09 **Filip De Man** (VB): Krijgen ze ook in al die andere landen geld?

04.10 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Er is een Europese richtlijn inzake opvang. Die moet de heer De Man toch kennen?

04.11 **Filip De Man** (VB): Minister Vande Lanotte heeft die ooit afgeschaft, maar ze is later opnieuw ingevoerd.

04.12 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De heer Vande Lanotte heeft dus de Europese richtlijn afgeschaft?

04.13 **Filip De Man** (VB): De staatssecretaris reist naar de Balkan om de asielaanvragen van daaruit zoveel mogelijk te beperken. Tegelijk moeten mensen uit de Balkan geen asielaanvraag meer indienen om hierheen

te komen, want ik lees dat de visumplicht voor Albanezen en Bosniërs wordt afgeschaft. Dit zal natuurlijk zorgen voor een enorme toestroom.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de afschaffing van de visumplicht voor Servië en Macedonië" (nr. 669)

05.01 Sarah Smeyers (N-VA): Vorig jaar werd de visumverplichting afgeschaft voor Servië en Macedonië, zodat we in 2009 201 asielaanvragen van Serviërs en 514 aanvragen van Macedoniërs kregen. In december zal hetzelfde gebeuren voor Albanië en Bosnië-Herzegovina en mag ons land zich dus opnieuw verwachten aan een toevloed van asielzoekers. Volgens de minister zal een strenger immigratiebeleid deze extra toestroom niet kunnen indijken. Blijkbaar gaat zijn voorkeur uit naar ontradingscampagnes en een harmonisering van het beleid tussen de Europese lidstaten.

Kan de minister aan de hand van cijfers aantonen dat de ontradingscampagnes effect hebben? En volstaat het volgens hem om economische vluchtelingen prioritair te behandelen om hun uitstroom te versnellen?

05.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Het is zeer belangrijk om de juiste beslissing te nemen in elke individuele asielaanvraag. Het is echter ook belangrijk om bij vaststelling van misbruik of oneigenlijk gebruik van de asielprocedure snel aan de asielzoeker duidelijk te maken dat hij geen recht heeft op asiel. Het valt nog af te wachten of de effectieve liberalisering van de visa-akkoorden voor de twee betrokken landen tot een verhoging van de instroom zal leiden. Op vrijdag 12 november 2010 breng ik met de Europese Commissie een bezoek aan Albanië en Bosnië-Herzegovina. De doelstelling van het bezoek is tweeledig: duidelijk maken dat de Commissie en het Belgische voorzitterschap het visaliberaliseringsakkoord steunen en dat aan dergelijk akkoord niet alleen rechten, maar ook plichten verbonden zijn en dat de autoriteiten aandachtig moeten zijn voor mogelijke misbruiken, zoals het oneigenlijke gebruik van de asielprocedure.

Gisteren hebben wij in de Europese JAI-raad de reglementering over de liberalisering goedgekeurd. Tegelijkertijd engageerde de Commissie zich ertoe om – indien nodig – de noodzakelijke maatregelen tot beperkingen te nemen en desnoods tot een schorsing van de visumliberalisatie over te gaan. Wij hebben Albanië en Bosnië-Herzegovina gevraagd om een preventiecampagne te organiseren en de boodschap duidelijk te maken aan hun bevolking. De ministers van Binnenlandse Zaken van Albanië en Bosnië-Herzegovina hebben bevestigd dat zij ook hun verantwoordelijkheid zullen nemen om misbruik van de visaliberalisatie te voorkomen.

De prioritaire behandeling van de aanvragen ingediend door economische vluchtelingen is belangrijk om bijkomende druk op ons opvangsysteem te vermijden. Parallel hiermee moeten ontrading en terugkeer eveneens een verlaging van de instroom van asielzoekers zonder reële beschermingsnoden realiseren.

05.03 Sarah Smeyers (N-VA): De economische vluchtelingen die hier al zijn, moeten worden teruggeleid voor ze in de illegaliteit verdwijnen en de instroom van economische vluchtelingen moet worden beperkt.

05.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Wij zijn ter plaatse gaan verduidelijken dat er geen sprake kan zijn van economische migratie.

05.05 Sarah Smeyers (N-VA): Maar die mensen komen toch en de prioritaire behandeling bewijst alleen maar dat de ontradingscampagne niet werkt.

05.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Er zijn al 40 procent minder aanvragen en de prioritaire behandeling betekent dat die dossiers sneller worden behandeld.

05.07 Sarah Smeyers (N-VA): De Europese Commissie heeft verklaard dat de afschaffing van de visumverplichting eventueel zal worden opgeschort bij 'problemen'. Wat betekent dat precies?

05.08 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Dat is wanneer een land onder druk wordt gezet door misbruik van die liberalisering, zoals het geval was met Servië en Macedonië.

Als er een preventiecampagne wordt georganiseerd, komen er minder mensen hierheen. De initiatieven die wij namen ten aanzien van Servië en Macedonië laten zich voelen in de cijfers: er is een daling van het aantal asioldossiers.

05.09 Sarah Smeyers (N-VA): Kan de staatssecretaris mij de cijfers bezorgen waaruit blijkt dat de ontradingscampagne heeft gewerkt?

05.10 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Ik zal ze bezorgen aan het secretariaat.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het personeel van de Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ)" (nr. 765)

06.01 Theo Francken (N-VA): Sinds vorig jaar werd een gevoelige toename gemeten van zowel het aantal asielaanvragen als het aantal regularisatieaanvragen. Om een verdere aangroei van de achterstand bij de DVZ te vermijden, werd de aanwerving van extra personeel aangekondigd. Ook zou de capaciteit van de diensten voor Asiel en Regularisatie worden verhoogd, door een interne verschuiving van personeel. Intussen zijn er klachten van burgers en bedrijven over langere behandelingstermijnen voor gewone standaardprocedures.

Hoeveel personeel werd vanuit andere directies naar de directie Asiel overgeplaatst? Hoeveel personeel werd vanuit andere directies en diensten overgeplaatst naar de dienst Humanitaire Regularisaties? Hebben de interne verschuivingen gevolgen voor de behandeldingsduur van andere procedures? Kan er gegarandeerd worden dat de interne verschuivingen geen personeel zullen onttrekken aan de directie Controle Binnenland en de directie Controle Grenzen, Gemeenten en Ondersteuning?

06.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Sinds de zomer van 2009 werden geen personeelsleden uit andere diensten ingezet voor de behandeling van asiel- of regularisatieaanvragen. Ook bij de andere diensten was er immers een stijging van de werklust. Ook hadden de forse besparingsmaatregelen binnen de FOD Binnenlandse Zaken hun impact op de werkprocessen. Ik heb geopperd dat de asiel- en regularisatiediensten zouden kunnen worden versterkt via een interne verschuiving. Door de beslissing van de ministerraad van 24 september 2010 wordt er nu echter maximaal ingezet op de aanwerving van nieuwe personeelsleden.

06.03 Theo Francken (N-VA): Zijn de behandelingstermijnen al dan niet verlengd? Dat wil ik weten.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 766 van mevrouw Smeyers is ingetrokken.

07 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de asielcrisis" (nr. 780)

07.01 Sarah Smeyers (N-VA): De staatssecretaris heeft het in een recent kranteninterview gehad over zijn plannen om de escalerende asielcrisis in te dijken. Zo wil hij het proceduremisbruik beteugelen op het niveau van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, een rolrecht invoeren voor asielzoekers die niet kunnen rekenen op een vergoeding pro deo, en de motivatieplicht afzwakken voor duidelijk frauduleuze dossiers.

Kan hij mij vertellen hoe hij het proceduremisbruik bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen precies wil aanpakken? Zullen zijn voorstellen worden voorgelegd aan de commissie? Wanneer mogen wij ze verwachten? Worden ze in een wetsontwerp gegoten of zullen ze terug te vinden zijn in de diverse bepalingen?

07.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): We willen een antwoord bieden op de huidige opvangcrisis. We moeten de asielpcedure versnellen zonder de rechten van de mensen te fnuiken. Daarom heb ik in een voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen, verschillende maatregelen ingeschreven. Dit zal worden ingediend in het Parlement op 6 december 2010. Het voorontwerp van wet voorziet in de verplichting om de identiteit te bewijzen, evenals de documenten voor te brengen die kunnen worden aangewend in het kader van de indiening van een verblijfsaanvraag. Het voorontwerp van wet verplicht het standaardtype van medisch attest en voert de verplichting in om zich in België te domiciliëren. De betekening van de beslissing op basis van artikel 9*bis* en 9*ter* van de wet van 1980 zal moeten gebeuren per aangetekende zending, bode of telefax.

Er kan geen bezwaar worden gemaakt tegen een negatieve beslissing. De beroepstermijnen worden geharmoniseerd en geüniformiseerd. Voor de RvV wordt de procedure met betekening van de beslissing zonder ontvangstmelding vereenvoudigd, namelijk via een gewone aangetekende zending. De motiveringsverplichting wordt verduidelijkt. De rechter moet geen antwoord geven op alle argumenten van de partijen, maar wel op de elementen die bepalend zijn voor zijn beslissing, in overeenstemming met de nationale en Europese jurisprudentie. Er wordt ook een rolrecht ingevoerd.

De repliekmemoirie in de annulatieprocedure wordt afgeschaft om vertragingen in de procedure te vermijden. De verzoeker heeft de mogelijkheid om tijdens de zitting mondeling te repliceren. Ook is er in bepaalde gevallen uitsluitend een verkorte, schriftelijke procedure voor de beroepen waar er geen twijfel is over de gegrondheid. In dit geval deelt de rechter de verzoeker mee dat hij zal beslissen tot afstand van geding en heeft de verzoeker acht dagen om te vragen om gehoord te worden. Tenslotte is er de invoering van een boete in het geval van kennelijk onrechtmatig beroep. Dat zijn de maatregelen die moeten leiden tot meer efficiënte procedures bij de asielinstanties.

07.03 **Sarah Smeyers** (N-VA): Deze toelichting werd gaandeweg steeds beter. Er is blijkbaar rekening gehouden met de suggesties van bepaalde parlementsleden.

Is hierover al een akkoord in de regering van lopende zaken? Zullen wij dit voorstel tijdig op papier ontvangen? Ik zou namelijk graag zien dat een en ander op een transparante manier in het Parlement ter sprake komt.

07.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Dat heb ik voorgesteld bij de ontslagnemende regering. Ik ben bereid om de teksten te verbeteren en gezamenlijk te behandelen. Maar er is nog geen beslissing genomen. De interkabinettenwerkgroepen werken hier nog aan.

07.05 **Sarah Smeyers** (N-VA): In ieder geval wil N-VA de staatssecretaris hierin steunen.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de onverwijderbare illegale terroristen" (nr. 788)**

08.01 **Theo Francken** (N-VA): Saber Mohammed is het bekendste geval van een onverwijderbare illegale terrorist. Hij is Iraakees en hij is veroordeeld omdat hij de aanslagen in Londen en Madrid mee georganiseerd heeft, als een van de sleutelspelers van Al Qaeda in Europa. Hij heeft zijn straf uitgezeten, vijf jaar effectief, en sindsdien verblijft hij illegaal in ons land. De vraag is: waar is hij?

Werd Saber Mohammed inmiddels verwijderd? Welk akkoord werd met hem gesloten? Hoeveel geld heeft de Belgische Staat hem meegegeven? Is hij naar Irak gegaan of naar Burundi? Hoe werd de verwijdering praktisch georganiseerd? Welke houding neemt de staatssecretaris aan ten aanzien van onverwijderbare

illegale terroristen? Moet dit probleem niet dringend op Europees niveau besproken worden?

De **voorzitter**: Zowel minister Turtelboom als de staatssecretaris kunnen niet aanwezig zijn. Daarvan bent u ongetwijfeld op de hoogte gebracht.

08.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Artikel 127 van het Reglement van de Kamer bepaalt dat de vragen van algemeen belang moeten zijn. Ik zal dan ook niet ingaan op een individueel dossier.

Het is niet zo dat iedere persoon die voor terrorisme is veroordeeld en geen verblijf in België heeft, onverwijderbaar is. Dat geldt alleen in het geval dat hij bij terugkeer naar zijn land van herkomst een risico op foltering of onmenselijke of vernederende behandeling loopt.

Artikel 3 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens verbiedt mij in dat geval om iemand terug te sturen en uit de rechtspraak van het Europees Hof blijkt dat dit artikel een absoluut verbod inhoudt om iemand te verwijderen. Ook bij de andere Europese lidstaten is de praktijk conform met de rechtspraak van het Europees Hof.

Indien een persoon onverwijderbaar is, wordt op regelmatige basis een advies aan het CGVS gevraagd betreffende de eventuele schending van artikel 3. De situatie in het land van herkomst kan immers erg veranderen. In afwachting wordt de betrokkene vastgehouden in een gesloten centrum of onder huisarrest geplaatst. Daarnaast wordt onderzocht of de betrokkene niet naar een ander land kan worden teruggestuurd met de garantie dat hij daar geen gevaar loopt. De vreemdelingenwet heeft echter beperkingen en is niet bedoeld om de samenleving te beschermen tegen dergelijke individuen. Precies daarom werd door de regering een taskforce opgericht die als missie heeft de problematiek verder te analyseren en maatregelen voor te stellen. Door de val van de regering zijn er momenteel echter geen structurele oplossingen mogelijk.

08.03 **Theo Francken** (N-VA): Dit is een van de zwaarste terroristen die wij ooit gekend hebben. Dit raakt de openbare orde en dit is dus wel degelijk van algemeen belang. Mijn vraag is trouwens ook gepasseerd bij onze voorzitter en bij de diensten. Ik neem aan dat er daar toch wel een screening gebeurt, dus mag ik deze vraag stellen en een antwoord verwachten.

De **voorzitter**: Aan de orde is nu de vraag nr. 827 van opnieuw de heer Francken over de stijgende migratie van Marokkanen met Spaanse en Italiaanse verblijfspapieren.

08.04 **Theo Francken** (N-VA): Ik ben nog bezig met het vorige. Ik vind dit niet ernstig, maar ik zal er wel achterkomen.

08.05 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Ik begrijp uw interpretatie, maar u moet ook de mijne begrijpen.

De **voorzitter**: In een gesloten vergadering?

08.06 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Dat is zeker geen oplossing. Ik zal nagaan wat ik kan antwoorden tegen volgende week.

08.07 **Theo Francken** (N-VA): Dat is goed voor mij, net als een gesloten vergadering.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de stijgende migratie van Marokkanen met Spaanse en Italiaanse verblijfspapieren" (nr. 827)**

09.01 Theo Francken (N-VA): Doet de staatssecretaris iets tegen de zogenaamde Spanje- en Italiëroutes? Welk verblijfsstatuut krijgen de niet-EU-burgers die in een andere lidstaat een verblijfsvergunning van onbepaalde duur dan wel van bepaalde duur hebben? Heeft de staatssecretaris al overlegd met de minister van Buitenlandse Zaken? Spanje is redelijk laks in het uitreiken van verblijfspapieren als het over de sectoren landbouw, horeca en bouw gaat. Die mensen proberen er ook het beste van te maken. Zij zoeken hier dan werk, zij het in het zwart.

09.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Langdurig ingezetenen uit andere Europese lidstaten kunnen een verblijfsvergunning bekomen in België, mits zij hier belangen kunnen aantonen. Zij krijgen een verblijfskaart A voor de duur van de tewerkstelling plus een maand. Een beroepskaart moet aangevraagd worden in de lidstaat in kwestie via de Belgische ambassade. Men geraakt heel zelden aan een beroepskaart. In dat geval krijgt men een A-kaart voor de duur van de beroepskaart.

Indien het gaat om studenten, dan verkrijgen zij per studiejaar een A-kaart, en in zoverre zij beschikken over voldoende bestaansmiddelen en een ziekteverzekering, een A-kaart voor de duur van een jaar. Bij twijfel zijn er geen contacten tussen de DVZ en andere lidstaten. Er is een lijst van contactpersonen voorhanden bij wie DVZ-medewerkers terecht kunnen.

Indien een langdurig ingezetene uit een andere lidstaat het statuut in België zou verwerven, dan moet dat kenbaar gemaakt worden aan de voormalige lidstaat of aan de verblijfsstaat van de betrokkene.

In principe kunnen niet-EU-onderdanen met een beperkt verblijf of met een lang verblijf in een andere lidstaat ook een legaal verblijf bekomen in België. Het is echter veel moeilijker, aangezien de verblijfsvergunning van de andere EU-lidstaat dan enkel visumvervangend is.

De mogelijkheid van de landelijke ingezetenen om een werkloosheidsuitkering te genieten is een bevoegdheid van staatssecretaris Courard.

09.03 Theo Francken (N-VA): Dit is redelijk nietszeggend. Dat weet ik allemaal. De vraag is hoe we daar echt iets aan kunnen doen. Die mensen zijn hier illegaal en komen van de regen in de drup. Het creëert alleen menselijke ellende.

09.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Mijn antwoord was eerder technisch. De DVZ is niet altijd op de hoogte. Gemeenten en OCMW's moeten er een prioriteit van maken om dergelijke informatie naar de DVZ door te sturen. De DVZ kan dan nagaan of het een onregelmatige situatie is en kan daarna natuurlijk de noodzakelijke maatregelen nemen.

09.05 Theo Francken (N-VA): Brussels OCMW-voorzitter Mayeur zegt in elk debat dat het echt niet meer mogelijk is dat hij 5.500 nieuwe toebedelingen krijgt aan zijn OCMW en dat hij het niet meer aankan. Werkt het OCMW van Brussel wel nauw samen met de DVZ? Geeft het onregelmatigheden aan? Durft men dat soms niet vanuit een soort misbegrepen sociale bewogenheid? De staatssecretaris weet dat niet?

De **voorzitter**: Dat is een nieuwe vraag, mijnheer Francken.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.33 uur.